

ART. 2. — Le présent arrêté, dont les dispositions abrogent celles de l'arrêté n° 11/ITM. du 16 juillet 1957, prendra effet du 1<sup>er</sup> août 1958.

ART. 3. — L'Inspecteur du Travail est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 juillet 1958.

P. AKOUÉTÉ.

**ARRETE N° 39/MFP du 31 juillet 1958 prorogeant jusqu'au 30 avril 1958 le délai prévu par l'arrêté n° 16/PM-FP du 12 février 1957 pour l'intégration dans certains corps supérieurs.**

Le Ministre du Travail, des Lois sociales et de la Fonction publique,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 16/PM-FP. du 12 février 1957 du Premier Ministre de la République du Togo, portant dérogation aux statuts de certains cadres supérieurs du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai de six mois prévu par l'arrêté n° 16/PM-FP du 12 février 1957 pour l'intégration à titre exceptionnel dans certains corps supérieurs est prorogé jusqu'au 30 avril 1958.

ART. 2. — Les nominations prononcées durant cette prorogation au titre de l'arrêté n° 16/PM-FP du 12 février 1957, auront effet pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1957 au point de vue de l'ancienneté et du 1<sup>er</sup> janvier 1958 au point de vue de la solde.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 juillet 1958.

P. AKOUÉTÉ.

**ARRETE N° 40/MFP. du 31 juillet 1958 prorogeant jusqu'au 30 avril 1958 le délai de deux mois prévu par l'arrêté n° 183/PM-FP. du 1<sup>er</sup> octobre 1957 pour l'intégration dans certains corps supérieurs.**

Le Ministre du Travail, des Lois sociales et de la Fonction publique,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 mars 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 183/PM-FP. du 1<sup>er</sup> octobre 1957 portant dérogation aux statuts de certains cadres supérieurs du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai de deux mois prévu par l'arrêté n° 183/PM-FP. du 1<sup>er</sup> octobre 1957 pour l'intégration dans certains corps supérieurs est prorogé jusqu'au 30 avril 1958.

ART. 2. — Les nominations prononcées durant cette prorogation au titre de l'arrêté n° 183/PM-FP. du 1<sup>er</sup> octobre 1957 auront effet pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1957 au point de vue de l'ancienneté et du 1<sup>er</sup> janvier 1958 au point de vue de la solde.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 juillet 1958.

P. AKOUÉTÉ.

#### Intégration

Par arrêtés et décisions du Ministre du Travail, des Lois Sociales et de la Fonction Publique :

N° 30/MFP. du :

24 juillet 1958. — Les arrêtés n° 206/PM-FP. et 212/PM-FP. des 30 novembre et 10 décembre 1957 sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Dweggah Joseph.

M. Dweggah Joseph, commis principal de classe exceptionnelle du cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables (indice 558), est intégré, à titre exceptionnel, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1957, dans le corps des secrétaires d'administration du même cadre, au grade de secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 592) (conserve une ancienneté de 5 ans 6 mois).

M. Dweggah Joseph conservant une ancienneté de 5 ans 6 mois, passe :

*Pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1957*

— secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon (conserve 3 ans 6 mois).

— secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (conserve 1 an 6 mois).

#### Nomination

N° 236/D/MFP. du :

1<sup>er</sup> août 1958. — La décision n° 139/D/MFP. du 12 juillet 1958 portant nomination de M. Sowu Benjamin, commis d'administration adjoint de 2<sup>e</sup> classe,